

Partenariat transatlantique: 240 personnes interpellées, dont 3 députés



(//app-eu.readspeaker.com/cgi-bin/rsent?customerid=7764&lang=fr_be&readid=id-text2speech-article&url=www.rtb.be%2Finfo%2Fregions%2Fdetail_manifestation-tendue-devant-le-european-business-summit-a-bruxelles%3Fid%3D8269308)



(#)

Sur les quelque 500 activistes qui étaient sur place, près de 250 auraient été interpellés. - © Céline Delforge

Rédaction RTBF

Mis à jour le jeudi 15 mai 2014 à 15h26

Près de 500 activistes de l'Alliance D19-20 ont manifesté ce jeudi à Bruxelles. Ce collectif qui rassemble des agriculteurs, citoyens, travailleurs, chômeurs ou encore artistes entendait protester contre l'accord de partenariat transatlantique (APT) en empêchant la tenue d'un sommet à ce sujet. La manifestation a dégénéré. Deux cent quarante personnes ont été interpellées dont les parlementaires bruxellois Ecolo Anne Herscovici, Ahmed Mouhssin et Alain Maron.

Newsletter info Recevez chaque matin l'essentiel de l'actualité.

OK (https://www.rtb.be/info/moncompte?newsletter=info&source=rtbfinfo_newslett)

Cet accord de partenariat transatlantique (APT), négocié depuis juillet 2013 par les Etats-Unis et l'Union européenne, est censé faciliter les échanges commerciaux

entre les deux signataires. Mais il ne fait pas l'unanimité.

Le sommet qui se tient ce jeudi au palais d'Egmont à Bruxelles, le "European Business Summit", est considéré par les manifestants comme *"une grande messe du lobbyisme"* visant à *"influencer les leaders européens à quelques jours des élections"*. Ce qu'ils ont voulu empêcher.



La police, présente en nombre avec notamment des membres de la brigade anti-émeute et une arroseuse, n'a pas laissé faire. Des centaines de manifestants ont été encerclés et les forces de l'ordre ont fait usage de l'auto-pompe.

([https://ds1.static.rtbfb.be
/article/image/1240x800
/5/a/6
/93935c94bd56fbdaaf6cc3
d5e86cca18-1400148204.jp
g\)](https://ds1.static.rtbfb.be/article/image/1240x800/5/a/6/93935c94bd56fbdaaf6cc3d5e86cca18-1400148204.jpg))

*Le député au Parlement bruxellois
et conseiller communal à Saint-
Gilles (Ecolo), Alain Maron. - © C.
Delforge*

Près de la moitié des manifestants ont été interpellés et conduits dans trois bus de la police et des échauffourées ont éclaté entre manifestants et policiers en civil.

Comme le montre cette vidéo, le simple fait de ne pas quitter les lieux entraînait une arrestation administrative.

Cette autre vidéo, postée par un manifestant, témoigne également de l'ampleur des arrestations :

Une réaction "disproportionnée", estime Ecolo

Vers midi, les trois parlementaires bruxellois (Anne Herscovici, Ahmed Mouhssin et Alain Maron) ont été relâchés à la demande de la co-présidente d'Ecolo, Emily

Hoyos.

Cette dernière s'est effectivement rendue sur place pour exiger leur libération mais aussi celles d'autres employés du parti également privés de liberté.

Emily Hoyos a failli, elle aussi, être arrêtée. Elle se dit scandalisée par le comportement de la police :

Son collègue, Christos Doulkeridis est tout aussi critique. Pour lui, les forces de l'ordre *"se comportaient comme si les manifestants étaient des terroristes alors qu'il s'agit de simples citoyens et militants"*. *"Les consignes qu'a reçues la police sont disproportionnées, de même que leur réaction"*, a-t-il ajouté.

Du côté de la police, on explique ces arrestations massives par le fait que les manifestants n'ont pas respecté l'autorisation qu'ils avaient reçue. C'est ce qu'explique Christian De Coninck, le, porte-parole de la police Bruxelles-Ixelles :

Un traité transatlantique "mensonger" (CSC)

"Le traité transatlantique fait la part belle aux multinationales et aux riches au détriment des droits sociaux et écologiques des citoyens", a affirmé pour sa part le secrétaire général de la CNE, Felipe van Keirsbilck, lors d'un point presse organisé place Poelaert, à Bruxelles, après la dispersion de la manifestation.

Il a également dénoncé "des négociations secrètes inconnues des citoyens". Il estime que celles-ci "doivent être dévoilées au grand public car les résultats de ces négociations seront très préjudiciables".

"Ce traité est censé générer des millions d'emplois, mais il est mensonger. On a déjà eu l'exemple du traité ALENA (l'accord de libre-échange nord-américain) signé il y a 20 ans. Il était également censé créer des millions d'emplois, or, à l'inverse, ce sont des millions de jobs qui ont été perdus tant aux Etats-Unis qu'au Mexique."

"Le traité est censé améliorer le commerce entre les USA et l'Europe alors qu'il existe à l'heure actuelle déjà très peu de barrières tarifaires entre eux. La réalité, c'est qu'on veut détruire les barrières non-tarifaires, c'est à dire les règlements, soit tout ce qu'ils considèrent comme un entrave au commerce."

RTBF, avec Belga